

« L'Enveloppe de Gaza – 'Otef 'Aza », Dr Dotan Halevy, Université de Tel Aviv, 1 juillet, 3.7.2025

Description

La conférence propose une analyse historique des opérations militaires israéliennes en cours à Gaza, en les présentant non pas comme une série de conflits distincts, mais comme une guerre continue s'étendant de 2007 à 2023. L'implication prolongée d'Israël dans la bande de Gaza est maintenue par des mécanismes qui tirent profit de la perpétuation du conflit plutôt que de sa résolution. Au cœur de cette analyse se trouve l'évolution du concept de « l'Enveloppe de Gaza » (en hébreu, 'Otef 'Aza), à l'origine un périmètre de sécurité, mais devenu un dispositif spatio-idéologique ancré dans la conscience israélienne. Le terme a émergé au début des années 2000 et a été progressivement défini, élargi et institutionnalisé—servant à la fois de zone tampon géographique et de frontière symbolique.

Introduction

Bonjour à toutes et à tous. Merci de vous joindre à nous pour cette dernière session de la semaine, dans le cadre de la deuxième semaine du cycle « Yeux sur Gaza ». Aujourd'hui, nous recevons Dr Dotan Halevy, historien de Gaza, spécialiste de la période ottomane jusqu'au XXe siècle, à l'Université de Tel Aviv. Merci d'être avec nous.

Conférence

Ce que je voudrais faire dans le temps qui m'est accordé, c'est partager quelques réflexions encore en cours d'élaboration, qui tentent d'interroger la guerre actuelle sur Gaza comme révélatrice de mécanismes de long terme. Plus précisément, j'aimerais analyser la guerre prolongée contre, sur et à Gaza, qui s'étend de 2007 à 2023.

L'un des éléments qui deviennent de plus en plus évidents au fil du temps, c'est que l'État d'Israël a recours aux mêmes mécanismes tout au long de ces années. Si l'on adopte une vue d'ensemble sur les affrontements militaires successifs – en 2008, 2009, 2012, 2014, 2021, 2022, et en 2023 avant même le 7 octobre – on se rend compte qu'il ne s'agit pas de conflits isolés, mais d'une seule et même guerre, continue. Il est sans doute plus pertinent de la penser ainsi : une guerre longue, prolongée, qui est entrée dans sa phase la plus brutale et la plus intense en octobre 2023. Et si l'on accepte cette lecture, il faut alors poser la question : quels sont les mécanismes qui ont permis à cette guerre de durer aussi longtemps ?

(J'utiliserai une présentation — je vous prie de m'excuser pour son aspect visuel, elle n'est qu'un support à ces réflexions encore naissantes.) J'emploie le terme de « guerre continuée », en m'appuyant notamment sur les travaux de Yuval Krennitzer. Car une guerre, par nature, tend vers une résolution : sa violence est censée conduire à une fin. Plus il y a de morts, plus les infrastructures sont détruites, plus on s'approche d'une issue décisive. Mais si une guerre continue durant des années, c'est sans doute que certains mécanismes intégrés au conflit servent l'intérêt de l'un des camps, et lui donnent des raisons de le maintenir. Les deux dernières années ont rendu cela particulièrement visible. Dans ce contexte, il convient donc d'analyser cette guerre longue entre 2007 et 2023.

Du côté israélien, certains dispositifs comme le « Dôme de fer » ont permis, pendant plus de quinze ans, de rendre les tirs de roquettes presque imperceptibles. Il en va de même des systèmes d'alerte. Mais aujourd'hui, j'aimerais me concentrer sur un concept en particulier — ou plutôt un mécanisme — qui me semble central dans la capacité d'Israël à entretenir, voire à prolonger cette guerre : le concept d'« 'Otef 'Aza », ou « l'Enveloppe de Gaza ».

Certes, ce terme désigne une région géographique spécifique, un territoire doté d'une identité. Mais ici, je souhaite l'analyser non comme un lieu, mais comme un concept, un dispositif. En tant qu'historien, je tends à montrer que même ce qui semble ancien a un moment de naissance : cela émerge dans des circonstances précises, à des fins déterminées.

De façon générale, on peut situer les débuts du blocus de Gaza avant même le désengagement d'Israël de 2005 et la prise de pouvoir du Hamas. Il remonte à 2001, dans le contexte de la deuxième Intifada. C'est à ce moment que Gaza commence à être « sécurisée » — c'est-à-dire transformée au sujet de sécurité. Le blocus commence alors, avec des intensités variables, pour devenir un siège à part entière en 2007.

Parallèlement, 2001 marque aussi le lancement de la première roquette depuis Gaza vers Israël — elle tombe sur Sdérot. Entre 2001 et 2005, la zone qui entoure Gaza prend progressivement le rôle qu'avaient auparavant les colonies : celui de tampon sécuritaire, destiné à absorber les tirs et la résistance palestinienne. Alors que la portée des roquettes s'élargit, le plan de désengagement israélien de la bande de Gaza (annoncé en 2003 et exécuté en août 2005) entre en action. Entre 2007 et 2010, le terme « l'Enveloppe de Gaza » s'impose alors comme une pierre angulaire de la stratégie israélienne : il incarne le passage d'une logique de paix à une logique de gestion du conflit.

Très brièvement, je retrace ici l'apparition du terme dans le discours public et politique israélien. Pendant l'Intifada, alors que les roquettes dépassent la frontière de Gaza, le gouvernement commence à parler de renforcer la région dite de « Grand Sdérot ». En 2004, à l'approche du désengagement israélien, la zone « autour de Gaza » est définie pour la première fois comme un rayon de 6 kilomètres autour de la bande de Gaza, comprenant 34 localités. En août de la même année, ce rayon est étendu à 7 km et 44 localités.

Peu après, le terme disparaît, remplacé par l'expression « périphérie de Gaza » (*Sovev 'Aza*), et c'est là qu'apparaissent les premières exonérations fiscales pour les habitants de la région. On précise alors que cette extension à 7 km est définitive, et toute demande d'inclusion supplémentaire est rejetée. En 2005, trois mois avant le retrait, ces localités sont officiellement désignées comme « ligne de confrontation » — elles obtiennent des avantages dans les appels d'offre publics et d'autres formes de soutien. Après le désengagement israélien de la bande de Gaza, en 2006, le discours sur la fortification commence à émerger — ce que l'on considère aujourd'hui comme une marque distinctive de la politique étatique dans la région. Un nouveau mot-clé est introduit : résilience (*khosen* en hébreu). Le gouvernement annonce qu'il renforcera la capacité des habitants de Sdérot et des villages proches à « tenir » face à la situation sécuritaire. Cette terminologie devient par la suite centrale dans le langage politique.

Du point de vue de l'historien, l'usage des guillemets dans les textes officiels est révélateur : quand « l'Enveloppe de Gaza » est entre guillemets, cela signifie que le terme est encore en cours de définition. Même en 2010, une simple recherche sur Google montre que l'expression reste peu répandue — elle s'impose progressivement dans le discours. Le rayon de 6 à 7 kilomètres n'est d'ailleurs pas arbitraire : il correspond à la portée des roquettes Qassam de type 2 à l'époque. Mais depuis, les roquettes atteignent pratiquement tout le territoire israélien. Pourtant, les frontières de l'Enveloppe de Gaza n'ont pas bougé. Des demandes pour inclure d'autres villes, comme Netivot (à seulement 9 km de la bande de Gaza), ont été systématiquement rejetées. Cette rigidité perdure, même avec la création de nouvelles structures administratives comme la « Direction de la Reconstruction » (*Minhelet Tekuma*), dont le mandat reste circonscrit à la carte originelle — bien que, fait significatif, aucune carte n'apparaisse dans ses documents officiels. Pourquoi ? Parce que les cartes sont politiquement explosives. Heureusement, le Centre de recherche de la Knesset a réalisé un travail de cartographie, à la suite d'une question parlementaire sur le rôle exact de cette autorité.

En gros, ce qui a été défini comme faisant partie de l'Enveloppe de Gaza en 2006 constitue encore aujourd'hui la base de référence de la Direction de la Reconstruction. Ce cadre a été institutionnalisé. Mais à quel moment cette délimitation géographique cesse-t-elle d'être pertinente

? En un sens, elle disparaît à partir du moment où la bande de Gaza devient un concept. À partir de là, l'Enveloppe de Gaza cesse d'être un simple rayon : elle devient une identité.

Si vous interrogez aujourd'hui un résident de la zone, il ne vous dira probablement pas : « J'habite à 6 ou 7 kilomètres de la bande de Gaza », mais plutôt : « Je vis dans une région qui a une identité propre, une idéologie, une mission. » Ce glissement reflète un basculement plus large dans le paradigme israélien : d'une volonté de résoudre le conflit, à une volonté de le gérer. Ce changement se fait en parallèle de la transformation de l'Enveloppe de Gaza en espace doté de sens, d'idéologie et d'un rôle à jouer. C'est le nouveau front, la nouvelle frontière du sionisme. C'est le pays du « Sud Rouge » (*Darom Adom* en hébreu) —, une expression qui condense le double sens de cette zone : d'un côté, l'alerte « Couleur rouge » (*Tzeva Adom* pour les tirs de roquettes) ; de l'autre, les anémones en fleurs répandues dans la région. Chaque visite dans la région, chaque marque de solidarité devient une contribution à l'effort national pour renforcer la résilience des habitants — les préparer au prochain affrontement, les aider à surmonter les traumatismes du précédent. J'ai trouvé un document qui exprime cette logique de façon saisissante.

En 2007, Amir Peretz, alors vice-Premier ministre, écrit au Premier ministre Ehud Olmert pour soutenir une proposition d'augmenter le nombre d'abris à Sdérot. Il écrit : « Je ne doute pas que les citoyens d'Israël se mobiliseront pour cette initiative [le financement de la protection de Sdérot], car ils considèrent les habitants de Sdérot et de la zone autour de Gaza comme le poste civil avancé, dont la résilience naît de la proximité et du sacrifice que nous, les familles qui vivons ici, avec nos jeunes enfants, nos enfants, nos anciens, faisons au nom de l'État d'Israël. »

Pour quiconque vit dans la région, y a de la famille, ou y est déjà allé, cette déclaration semble parfaitement naturelle. Elle fait désormais partie de ce que les gens ont intériorisé comme leur réalité. Mais ce que je veux souligner, c'est que cette identité, cette formulation, n'est pas apparue spontanément. Elle est née dans des circonstances politiques très précises, avec un objectif clair : permettre la poursuite d'une politique de guerre continue entre 2007 et 2023, et entretenir une stratégie nationale de gestion du conflit au lieu de chercher à le résoudre.